

# METTRE FIN À LA GUERRE DE L'UE CONTRE L'IMMIGRATION

*Halte à la criminalisation de l'immigration !  
Halte à la criminalisation de la solidarité !  
Halte au régime d'expulsion de l'UE !*



# L'UE AJOUTE DE NOUVEAUX MURS À L'EUROPE FORTERESSE

La Commission européenne propose **trois lois** qui confèrent de nouveaux pouvoirs étendus aux autorités policières de l'UE et des États membres, leur permettant de pratiquer le profilage racial, de détenir et de déporter des personnes migrantes, et de criminaliser les ONG en toute impunité.

Ces lois accentuent l'érosion du droit d'asile et la criminalisation des mouvements humains déjà amorcée par le Pacte sur la migration et l'asile de 2024.

## PROTECTION, PAS PUNITION ! SOIN, PAS CONTRÔLE !

L'UE peut choisir de construire un système fondé sur la protection et la solidarité. Au lieu de dépenser des milliards dans la militarisation des frontières et la répression, les fonds publics pourraient être réorientés vers la sécurité réelle et non la criminalisation.

Nous savons que c'est possible : la réaction de l'UE face à la guerre en Ukraine en est la preuve. Trois millions de personnes réfugiées ont bénéficié de voies sûres, de soutien, de protection et des droits nécessaires pour reconstruire leur vie dans plusieurs (mais pas tous) États membres de l'UE.

## 1. DIRECTIVE SUR LA FACILITATION

**L'UE est en train de légaliser les arrestations illégales de personnes migrantes, de sauveteurs en mer et de conducteurs de bateaux !**

Sous prétexte de "lutte contre le trafic de personnes", la Directive sur la Facilitation élargit la définition juridique du trafic de personnes au-delà des normes internationales. La nouvelle définition inclura toute personne aidant un demandeur d'asile à entrer en Europe. Cela signifie qu'au lieu des réseaux criminels que l'UE prétend cibler, **les demandeurs d'asile et les travailleurs humanitaires pourraient être arrêtés pour trafic.**

**EURODÉPUTÉS (MPE) : RÉFORMEZ LA DIRECTIVE SUR LA FACILITATION POUR PROTÉGER LES MIGRANTS EN INCLUANT :**

1. **Une définition claire du trafic de personnes** comme activité lucrative, conforme aux normes internationales existantes
2. **Une exemption humanitaire juridiquement obligatoire** pour protéger les personnes migrantes, réfugiées, demandeuses d'asile, leurs familles ainsi que celles qui défendent des droits humains contre les accusations de trafic

*Pour en savoir plus sur la résistance au régime migratoire punitif de l'UE :*



## 2. RÈGLEMENT EUROPOL

**L'UE utilise la "lutte contre le trafic" comme prétexte pour accroître ses pouvoirs policiers et ses ressources !**

Ce même prétexte donne à Europol - l'agence policière de l'UE - des ressources et des pouvoirs de surveillance sans précédent. Cela signifie la collecte obligatoire de données biométriques, **le partage accru de données avec Frontex**, une augmentation du profilage racial et un ciblage disproportionné des personnes migrantes et racisées.

La politique migratoire restrictive de l'UE a elle-même fermé les routes sûres, alimentant le trafic qu'elle prétend combattre !

**EURODÉPUTÉS : REJETEZ EN BLOC LE RÈGLEMENT EUROPOL**

**1. Illégal** : la proposition étend les pouvoirs de l'agence au-delà de son mandat de "coopération" et au-dessus des compétences des gouvernements nationaux

**2. Dangereux** : l'extension du mandat de collecte massive de données d'Europol entraîne un risque important de violations de la vie privée, dénoncé par le Contrôleur européen de la protection des données. Elle encourage également le partage de données avec Frontex, connu pour ses violations des droits humains, et avec des pays tiers (dont beaucoup ont des antécédents en la matière)

**3. Non fondé** : la proposition a été présentée sans évaluation d'impact appropriée, en contradiction avec les lignes directrices de la Commission sur la meilleure réglementation. L'évaluation d'impact alternative du Parlement européen remet en question l'efficacité et la légalité de la proposition

## 3. RÈGLEMENT SUR LES DÉPORTATIONS

**Il n'existe pas de système de déportation "humaine". Toute expulsion forcée est par définition violente et dangereuse !**

Le soi-disant "règlement sur les retours" de l'UE est un prétexte pour étendre son régime **mortel** de déportation. Les gouvernements nationaux auront le "devoir" de détecter les migrants en situation irrégulière, légitimant ainsi le profilage racial et la surveillance des migrants et de toute personne perçue comme telle. Cela ouvre la voie à des centres de déportation offshore illégaux, détenant des personnes pour faciliter leur expulsion, comme les accords échoués Royaume-Uni-Rwanda et Italie-Albanie.

**DÉPUTÉS EUROPÉENS : REJETEZ EN BLOC LE RÈGLEMENT SUR LES DÉPORTATIONS**

*Pour en savoir plus sur la résistance au régime migratoire punitif de l'UE :*





## **QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ? SCANNEZ LE CODE QR ET...**

### **\* Utilisez notre modèle d'e-mail pour écrire aux députés européens et demander :**

- Des modifications de la Directive sur la facilitation
- Le rejet du Règlement Europol
- Le rejet du Règlement sur les déportations

### **\* Partagez ces informations avec des groupes locaux**

Téléchargez ce flyer et imprimez-le pour le distribuer aux collectifs d'action communautaire de votre région !

### **\* Demandez-nous une session d'information sur ces lois**

Vous souhaitez en savoir plus sur une ou plusieurs de ces propositions ? Contactez-nous pour un briefing adapté à vous et à votre communauté.

### **\* Rejoignez notre communauté de pratique dirigée par des personnes migrantes**

Nous invitons des organisations dirigées par des personnes migrantes, avec des positions abolitionnistes et féministes, qui travaillent à transformer l'approche migratoire de l'Europe, en s'éloignant de la punition, de la violence et du contrôle pour aller vers la communauté, les soins et la solidarité sociale.